



La Défense, le 1^{er} février 2024

CSAM du 1^{er} février 2024

Déclaration liminaire de la FSU

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, camarades,

En cette période de crises explosives, nous « apprécions » de savoir notre ministre réactif et de le voir communiquer son soutien public sur les réseaux sociaux ...

Un soutien à la profession agricole avec tout ce qu'il faut de compassion.

Nous pourrions y être sensibles si dans le même temps, notre ministre dénonçait avec autant d'empressement les pressions exercées sur les agent.es du pôle ministériel dans l'exercice de leurs missions d'accompagnement des politiques de transition écologique, avec un message clair sur la légitimité de leurs missions.

Mais non, rien de tout ça et une communication sous embargo.

Sur le fond, les agriculteurs dénoncent avant tout l'insuffisance de leurs revenus. La FSU Ecologie est consciente de la misère et du désespoir installés dans nos campagnes et elle soutient tout.es les paysan·nes de France en colère contre le modèle agricole dominant qui les a conduits dans la situation actuelle.

Elle soutient tou.tes les paysan·nes qui prônent un modèle vertueux pour l'environnement et un modèle où les femmes et les hommes qui nous nourrissent vivent dignement de leur travail.

Elle soutient tou.tes les paysan·nes qui se battent contre l'agriculture industrielle, chimique et productiviste soumise aux libres-échanges, agriculture portée depuis des décennies par les organisations agricoles majoritaires.

Ces mêmes organisations syndicales majoritaires qui profitent du malaise des paysan·nes pour détourner leurs revendications et remettre sur la table leurs vieilles lunes d'inadaptation face aux crises climatiques ou liées à l'effondrement de la biodiversité. Et plutôt que remettre en question la dérégulation économique dans le cadre d'une économie mondialisée qui profite avant tout à l'agro-industrie et tire l'ensemble des paysan·nes vers le bas, elles érigent les normes environnementales et sanitaires en bouc émissaire et vilipendent les agent.es du service public de l'environnement. Une ligne rouge a été franchie en Côtes d'Or avec la mise au pilori de deux agents de l'OFB désignés par la FDSEA 21, dont les prénoms et une demande de mutation ont été mis sur la place publique.

Loin de répondre à la principale revendication des agriculteurs, le gouvernement choisit d'aller dans le sens de cette démagogie anti-normative.

La transition écologique a reculé dans l'ordre protocolaire des ministères, loin derrière l'agriculture. Nous sommes toujours en attente de la liste complète des responsables politiques et de leurs attributions au sein de notre pôle ministériel. La situation de faiblesse actuelle de notre pôle ministériel se traduit immédiatement en termes de régressions.

- Régressions environnementales sur l'eau, sa qualité et son partage, les milieux aquatiques, la biodiversité ;
- Régressions sur la légitimité de vos agent.es dans les services et les établissements publics et le sens donné au travail, au risque d'accentuer un peu plus la dissonance cognitive ; Vous voulez parler attractivité ?
- Régressions sur les conditions de travail des agent.es quand des sites de DREAL, de DDT-M, de DIRM, d'agences de l'eau, et tout particulièrement de l'OFB, sont dégradés à coup de déchets agricoles, d'attentats... Carcassonne, Narbonne, Lempdes, Nîmes, Dijon, Montpellier, Nantes, etc ... la liste est longue et s'allonge chaque jour un peu plus ; nous n'oublions ni Brest, ni Le Havre, l'an dernier.

La FSU Ecologie vous demande de rappeler aux chef.fes de services qu'il est de leur devoir de garantir aux agent.es sécurité et bonnes conditions de travail dans l'exercice de leurs fonctions. Nous vous demandons également qu'une plainte soit systématiquement déposée suite aux dégradations matérielles, aux intimidations, menaces et insultes des agent.es publiques.

Le silence assourdissant du ministre quand les agent.es, en particulier de l'OFB, sont stigmatisé.es dans les médias sociaux est inexcusable. Quand allez-vous réagir pour défendre l'image des agent.es et des services, l'importance de leurs missions édictées par les politiques et par les textes ? Pourquoi ne pas venir expliquer aux médias la réalité de la situation et de nos missions et laisser dire contrevérités et sentences approximatives ?

Ce silence dont vous faites preuve provoque désarroi et colère chez nos collègues.

Ni l'OFB, ni ses agent.es n'ont besoin de ce surcroît de mépris. L'intégralité des services de l'OFB, agents comme hiérarchie, est déjà impactée fortement par un mal-être au travail qui prend son origine dans une construction pas finie sur un défaut de moyens humains. Une création d'établissement menée au pas de charge, qui a subi de plein fouet la crise Covid avec ses confinements. Ces événements ont compliqué la cohésion et l'acculturation des collectifs de travail.

Nous faisons le constat d'un nombre croissant d'arrêts maladie, de démissions, de fins de détachement, de ruptures conventionnelles. Un turn-over considérable, qui va au-delà du raisonnable, génère du travail de formation supplémentaire et constant auprès des nouveaux arrivants.

La colère du monde agricole, autant légitime que démonstrative, n'est cependant que le fruit d'une politique de mise en œuvre d'un libéralisme débridé qui met à mal toute la société. L'accroissement exponentiel des inégalités lié à cette politique, le saccage des ressources et de la seule richesse des plus démunis qu'est le service public, finira par provoquer une colère actuellement inexprimée. Il n'y a pas de saine colère que chez les agriculteurs !

On attend donc du ministre qu'il nous reçoive sans délai et, surtout, une expression publique forte de défense et de soutien des services, des agent.es et de leur mission. En l'absence nous ne siégerons à ce CSA ministériel.

Nous vous remercions de votre attention.